



**Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et
financier de l'Organisation des Nations Unies :
principe de responsabilité**
Review of the efficiency of the administrative and
financial functioning of the United Nations:
Accountability system

New York, le 11 mars 2013

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations saluent la présentation du rapport du Secrétaire général relatif à ce point de l'ordre du jour ainsi que celui du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB).

Monsieur le Président,

L'application systématique du principe de responsabilité dans la gestion de l'ONU est une condition déterminante pour une gestion qui se veut prévisible, crédible, efficace et performante. Il va de soi qu'une telle application ne peut pas se réaliser sans un solide engagement de la part du personnel de l'ONU et surtout sans un clair leadership de la part de la direction de l'Organisation. A cet égard, nous saluons les efforts entrepris par le Secrétaire général pour renforcer la mise en œuvre du principe de responsabilité, tels que reflétés dans ce dernier rapport.

Nos délégations souhaitent faire les remarques suivantes :

Premièrement, la création d'un groupe de travail consacré à la gestion axée sur les résultats et l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre de ses conclusions constituent une étape importante. Nous reconnaissons le défi du changement de culture d'entreprise que l'application d'une telle gestion implique pour l'Organisation et que la tâche n'est pas aisée. D'un autre côté, nous rappelons qu'en janvier 2001 déjà, les Etats membres adoptaient une résolution pour introduire une

budgétisation axée sur les résultats. Treize ans plus tard, nous notons que peu de progrès ont été réalisés à cet égard. Nous estimons que le temps est venu pour l'Organisation d'axer sa gestion sur les résultats. Nous considérons l'adoption d'un tel système de gestion comme prioritaire et encourageons le Secrétaire général à redoubler d'efforts afin d'en assurer dès que possible une mise en œuvre concrète et durable.

Deuxièmement, nous saluons le plan d'action pour l'établissement d'un cadre de référence de la gestion globale des risques et du contrôle interne. Nous comprenons qu'une première évaluation des risques pour l'ensemble du Secrétariat a été effectuée et servira de base à ce plan. Nous encourageons le Secrétariat à aller de l'avant dès que possible dans l'établissement de ce cadre de référence. Pour que ce cadre puisse ensuite jouer son rôle pour une bonne gestion de l'ONU, il faudra assurer qu'il soit pris en compte dans les processus de décision du Secrétariat et de l'Assemblée générale.

Troisièmement, afin que les Etats membres puissent saisir et soutenir au mieux l'engagement du Secrétaire général dans la mise en œuvre du principe de responsabilité, nous encourageons le Secrétaire général à renforcer la cohérence du dispositif d'application de ce principe, en présentant notamment un plan donnant la vue d'ensemble des différents axes d'actions, des objectifs à atteindre ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre.

Monsieur le Président,

Nos délégations souhaiteraient enfin soulever un aspect particulier qui engage la responsabilité du Secrétariat vis-à-vis des Etats membres et a un impact direct sur le travail de la 5^e Commission. Il s'agit du retard chronique pris dans la publication des rapports du Secrétaire général. Nous appelons le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Suisse et le Liechtenstein s'engageront de manière active et constructive dans les délibérations portant sur ce point de l'ordre du jour avec l'objectif de continuer à améliorer le système de responsabilité au Secrétariat des Nations Unies.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honor to address you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the presentation of the report of the Secretary-General concerning this item on the agenda as well as

